

Le 1er mai 2015

*les Unions Départementales des Landes CGT, FO, FSU, Solidaires et UNSA
appellent tous les salariés du public et du privé, les chômeurs et les retraités:*

Ensemble

et dans la rue

contre l'austérité

à DAX

10H00 - devant l'Hôpital

-  **Pour** l'augmentation du pouvoir d'achat de tous les salariés, du public comme du privé, des retraités et des demandeurs d'emploi
-  **Pour** le retrait du pacte de responsabilité et de la loi Macron
-  **Pour** le retrait de la réforme territoriale et la défense des services publics
-  **Contre** les mesures d'austérité et la politique de rigueur



Plus pour les patrons.



CICE

Tous les ans le CICE (crédit impôt compétitivité emploi) permet aux entreprises de récupérer une partie de leurs impôts pour créer des emplois. **C'est 11 milliards de crédit d'impôt** aux entreprises qui devaient doper les investissements, augmenter les salaires et créer des emplois avec plus de compétitivité.

Dans les Landes ce sont 3544 entreprises qui ont bénéficié du CICE en 2014, pour un montant de 26,8 millions d'euros.

Pacte de Responsabilité

Depuis 2015 le pacte de responsabilité permet aux entreprises de faire une économie de 41 milliards d'exonérations diverses pour les entreprises, financée par 50 milliards d'économies de dépenses publiques, «entendre» réduction budgétaire, dont :

- ❑ 18 milliards sur le budget de l'État ;
- ❑ 11 milliards sur celui des collectivités territoriales ;
- ❑ 11 milliards sur celui de la Protection sociale ;
- ❑ 10 milliards sur celui de la Sécurité Sociale



Loi Macron

La loi Macron, imposée par le gouvernement avec le 49-3, facilite:

- ❑ c'est plus de facilités pour licencier
- ❑ c'est la possibilité de court-circuiter le droit du travail et la justice prud'homale
- ❑ c'est la banalisation du travail du dimanche

Heureusement pour ces patrons, ce n'est pas fini ! ...

Avec MACRON, quand il n'y en a plus , y'en a encore !!!

**MEDECINE DU TRAVAIL, INSPECTION DU TRAVAIL,
TRANSPORTS, ...**

Toujours moins pour nous !

CICE

- La création d'emplois n'a pas été visible puisque le nombre de demandeur d'emploi a augmenté de 8,6% en 1 an toutes catégories confondues pour les Landes (soit 31 932 à ce jour).
- Il n'y a pas eu d'augmentation de salaire si ce n'est la revalorisation annuelle qui ne compense pas les augmentations diverses du quotidien.
- L'investissement n'a pas eu lieu et les outils de production sont de plus en plus vieillissants. En revanche, des chiffres nationaux nous indiquent clairement qu'une grande partie du CICE a été redistribuée aux actionnaires.



*Salarié de la chimie :
« Malgré un crédit
d'impôt (CICE), nous
n'avons pas obtenu
d'augmentation de
salaire significative »*

Pacte de Responsabilité

- Sur les collectivités territoriales, moins 11 milliards de dotations de l'État.
- Entre 2012 et 2017, ce sont 1,7 millions d'euros cumulés qui manqueront pour construire les budgets.
- Diminution des postes, diminution des avantages acquis, diminution du régime indemnitaire lorsqu'il en existe un, diminution des investissements publics et diminution des formations des agents publics.
- Les collectivités locales feront moins de marché public ce qui entraînera des fermetures de PME et TPE.

Agent public :

*« Si avec la rigueur le
régime indemnitaire est
supprimé, je perds 120€
par mois. Cela représente
1440€ annuellement en
moins de pouvoir
d'achat! »*

Loi Macron

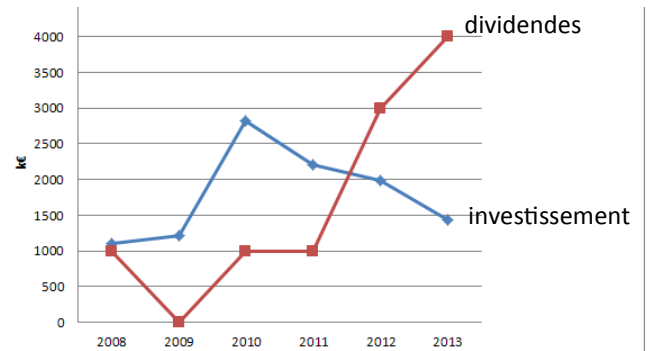
- travail du dimanche non majoré
- arrangement individuel entre salarié et employeur ce qui leur permettra d'éviter la justification du licenciement
- faciliter les licenciements
- dénaturation du rôle des Prud'hommes, fonction restreinte des Conseillers Prud'hommes, pas de possibilité de recours, décision prise par un seul conseiller au prétexte de l'intérêt d'une bonne justice

*Salarié du commerce :
« si cette loi est mise
en application, je
travaillerai le
dimanche ou la nuit et
ces heures ne seront
sûrement plus majo-
rées. »*

La Sécurité Sociale : c'est notre CAPITAL

La capacité financière de la sécurité sociale est inversement proportionnelle à la progression des dividendes servis aux actionnaires

La Sécurité Sociale est plus que jamais une idée moderne et progressiste. Son financement est fondé sur la richesse créée. Ce n'est pas une masse d'argent capitalisée mais une masse d'argent immédiatement redistribuée. L'augmentation de la productivité peut s'accompagner d'une hausse des cotisations. Actuellement ce gain de productivité est essentiellement capté par le capital financier. C'est là le levier principal pour assurer la pérennité de notre système.



1er mai 2015

Manifestation à Dax

Journée Internationale des travailleurs

Nos anciens l'avaient bien compris, placer son argent à la banque, c'est prendre le risque de ne jamais le revoir (déflation, dévaluation). Alors qu'au contraire le mettre dans le pot commun de la solidarité, c'est l'assurance de le retrouver quand on en aura besoin (maladie, retraite, famille...). C'est la différence entre le régime par CAPITALISATION le régime par REPARTITION.

En 1945, le CNR et la volonté de réussir d'Ambroise CROIZAT a fait naître la Sécurité Sociale. Cela fait 70 ans cette année. Et cela fait autant que les forces du capital veulent sa disparition. Rendez vous compte 450 milliards d'€ de cotisations qui leurs échappent. Car le CAPITAL a bien un coût, ce sont les dividendes versés aux actionnaires. Quand on voit les taux atteints (plus de 20 % pour les autoroutes par exemple), on mesure ce qui va manquer au monde des travailleurs pour se soigner si les assurances et les mutuelles privées remportent la partie.

Les cotisations sociales représentent 450 milliards d'€. Cet argent échappe aux rapaces de la finances comme les fonds de pensions qui voudraient l'utiliser pour en dégager du profit pour eux. Les fonds de pension ont besoin de capital, la crise et l'austérité menacent leur pérennité. Détruire la sécu s'inscrit dans une volonté politique qui passe aussi par le TAFTA (traité de libéralisation des échanges commerciaux) pour retirer aux travailleurs tout contrôle sur la richesse qu'ils créent. Plutôt que de prolonger l'idée d'une sécurité sociale avec un taux de couverture et de remboursement à 100%, promotion est faite pour que les salariés se tournent vers des couvertures assurantielles ou les mutuelles qui vont de plus en plus être régies par le code des assurances. Au lieu de renforcer la couverture collective, le gouvernement incite à une couverture individuelle. Celui qui peut payer sera couvert, les autres auront une couverture minimale sans pouvoir profiter à plein de l'avancée des sciences et des techniques.

Il est grand temps de reprendre la main et de faire en sorte de ne pas succomber au champ des sirènes libérales. Par définition, le capitalisme se sert avant de servir l'Humain. C'est ce qu'il appelle la rémunération du risque..., qu'il prend avec l'argent de notre travail.